

Le mouvement communiste en Roumanie

Christian Rakovsky

Source: «L'Internationale communiste», 2^e année, septembre 1920, pp. 125-126. Notes MIA.

Les dernières élections parlementaires en Roumanie ont montré que le mouvement communiste y avait fait, après la guerre, des progrès extraordinaires. Par suite de la situation politique intérieure qui lui était faite et de mesures policières spéciales (les ouvriers roumains ne jouissaient pas des droits électoraux), le parti socialiste roumain n'avait avant la guerre, pour le travail révolutionnaire, que des cadres peu nombreux ; mais ces cadres étaient excellents et ils ont réussi, toute la guerre durant, à maintenir la classe ouvrière dans ses positions de classe révolutionnaires.

La promulgation de la loi sur le suffrage universel a eu pour conséquence la transformation rapide des cadres susmentionnés en une puissante armée qui compte, à l'heure qu'il est, environ 60.000 membres. Les élections ont montré que dans toutes les villes plus ou moins importantes, le parti socialiste détenait, à en juger par le nombre des voix obtenues, la première place après le parti gouvernemental du général Averescu¹. La dernière campagne électorale a donné au pays 3 sénateurs et 20 députés socialistes, dont 12 représentent la Roumanie même et 8 la Bukovine et la Transylvanie. Les sénateurs socialistes ne furent élus que dans ces deux dernières provinces.

Malheureusement, il est à noter que les qualités politiques du parti ne correspondent nullement à sa puissance numérique et que l'adhésion des social-démocrates de Bukovine et de Transylvanie, qui appartenaient auparavant aux partis social-démocratiques des conciliateurs autrichiens et hongrois, a laissé une fâcheuse empreinte sur le parti dont elles ont renforcé l'élément opportuniste.

L'attitude adoptée par le parti roumain à l'égard de la IIIe Internationale en est une preuve. Bien que les sections du parti de l'ancienne Roumanie, ainsi que celle du quadrilatère bulgare annexé à la Roumanie en 1913, eussent décidé à l'unanimité d'adhérer à la IIIe Internationale, le Conseil National du parti, au cours de sa session d'avril, prit la résolution de renvoyer la question de l'adhésion au congrès général, qui devait se réunir au début du mois d'août. Le prétexte était des plus futiles : « *il faut, disait la résolution, pour que l'adhésion à la IIIe Internationale revête un caractère d'autorité, qu'elle soit votée par le congrès du parti* ».

Tel est le motif donné par le secrétaire Moscovitch, bien qu'il se prononçât lui-même pour l'adhésion et fut même désigné, pour le congrès, comme rapporteur des thèses relatives à l'adhésion. Le Conseil National se borna donc à une simple confirmation officielle du fait que le parti socialiste roumain avait quitté, en 1915, la IIe Internationale.

La conduite des leaders en cette occurrence s'explique par des motifs de caractère purement opportuniste. Le comité exécutif du parti ne voulait pas, la veille des élections, effrayer la petite-bourgeoisie, et voulait en même temps maintenir « l'unité » du parti, parce que la majorité des groupes

¹ Averescu Alexandre (1859-1938), général puis maréchal roumain. Plusieurs fois Premier ministre (1918, 1920-1921 et 1927).

de Bukovine, avec l'ex-député du *Reichsrat* autrichien, Grigorovitch en tête, s'étaient prononcés contre l'adhésion.

Mais une scission est inévitable et imminente. Toutes les organisations de parti de l'ancienne Roumanie et de la Dobroudja la veulent² ; les leaders opportunistes, comme Grigorovitch, la recherchent également, leurs attaques contre la Russie soviétiste en sont la preuve. Tout récemment, au Sénat, Grigorovitch a prononcé un discours où il a déclaré qu'il resterait social-démocrate, qu'il suivrait la vieille tactique³ et qu'il abandonnait la cause de Lénine et de Trotsky qui seraient devenus des « anti-marxistes ».

Un autre député du parti, Dunarianu, a prononcé, à la Chambre roumaine, un discours aussi plat où il s'est efforcé de persuader les députés bourgeois que les socialistes tendant à la réorganisation de la société, mais à la réorganisation pacifique, avec l'aide d'une majorité parlementaire spécialement créée à cet effet, et que ce n'est que dans le cas où la bourgeoisie tenterait de les priver du suffrage universel qu'ils se verraient forcés d'avoir recours, eux aussi, à des moyens de lutte révolutionnaires.

Et tout cela se dit au moment où la démocratie parlementaire en Roumanie, en Roumanie même, a surabondamment prouvé qu'elle n'était qu'une fiction ; alors que le communiste [Boujor](#), purgeant une condamnation de 5 ans de travaux forcés et élu par les ouvriers de Galatz, n'a même pas été admis à la Chambre des députés pour y défendre son mandat, alors que les socialistes ont presque partout été arrêtés et maltraités au cours des élections qui ont eu lieu selon la formule bien connue : un gendarme à droite, un autre à gauche et l'électeur au milieu ; et que le Parlement roumain est devenu une arène d'obstruction systématique et de scandales sauvages, car la majorité parlementaire du général Averescu se moque ouvertement de tous les règlements parlementaires et de la Constitution elle-même.

Il faut dire pourtant que Grigorovitch, Dunarianu et consorts furent vertement tancés pour leur tactique dans le principal organe du parti, le « *Socialismus* ». Le communiste Fabian y publia, dans le numéro du 7 juillet, un article intitulé : « *Les premiers pas du crétinisme parlementaire* » où il fustigeait impitoyablement la conduite du député Dunarianu. Le camarade Dunarianu, disait-il, a été applaudi par les représentants de la bourgeoisie, mais il ne fait aucun cas des décisions des sections de parti et du programme voté cette année-ci à la Conférence de mai (cette conférence a adopté in extenso la plate-forme de la IIIe Internationale). Ce sont là des choses qu'on ne peut passer sous silence. Il faut absolument prendre sur-le-champ toutes les mesures susceptibles de donner satisfaction à la conscience révoltée du parti. L'opportunisme de Dunarianu est d'autant plus vil que ce député représente la fédération de Prakhoff qui englobe les fractions les plus révolutionnaires du parti et qui a été la première à lever l'étendard de la IIIe Internationale et de la dictature du prolétariat. C'est précisément sur ce fait que les députés bourgeois insistaient au Parlement, mais Dunarianu, au lieu de confirmer sa solidarité avec la fédération qui avait posé sa candidature, l'a ignoblement trahie.

Dans le numéro suivant du « *Socialismus* », dans un article intitulé « *La Période révolutionnaire* » et ayant trait aux discussions parlementaires, le camarade Staneff, député communiste, déclare ouvertement que la tâche actuelle du parti est d'organiser la dictature du prolétariat. « *Pour nous autres, socialistes-communistes ou bolchéviks – que nos adversaires nous appellent comme ils le veulent – il est clair qu'à une dictature on ne doit riposter que par une autre dictature et qu'il faut opposer à la dictature de la bourgeoisie celle du prolétariat. Comme la bourgeoisie marche vers la dictature, il est de notre devoir d'élever les masses dans l'esprit de la nécessité de notre dictature à nous, afin de n'être pas pris au dépourvu par les événements.* »

Le congrès du parti se réunira dans huit jours. En attendant les décisions qu'il adoptera, il est à noter que le général Averescu, que l'on nomme déjà Horthy [*Horthy*] roumain, a beaucoup fait pour l'aile

2 Les organisations communistes et socialistes de Bessarabie n'ont pas adhéré au parti socialiste roumain. (N.R.)

3 Il est à noter qu'après la guerre, le parti roumain avait abandonné la dénomination de « social-démocrate » pour adopter celle de socialiste. (N.R.)

droite du parti. Pendant ces deux derniers mois, on a arrêté des centaines de communistes roumains, sans faire aucune distinction entre ceux qui travaillaient clandestinement et ceux qui travaillaient légalement au parti. Les plus éminents leaders communistes sont sous les verrous. Le camarade Boujor a été arrêté au mois de mai et traduit devant la cour martiale pour avoir participé à la révolution russe et à une société ayant pour but de renverser le gouvernement roumain. Son procès fut une violation si éhontée de la procédure judiciaire que les avocats durent renoncer à la défense de leur client. La cour n'avait pas même cité les témoins à décharge. Après un discours courageux de Boujor, les juges le condamnèrent à 25 ans de travaux forcés aux mines de sel gemme à Okna. En réponse à ce verdict, les ouvriers de Galalz élurent Boujor au parlement. Mais quand la Chambre des députés souleva la question de la légalité de son mandat et que les socialistes proposèrent de l'admettre à défendre son mandat, cette proposition ne fut soutenue que par 22 voix : celles des députés socialistes et de deux ou trois députés bourgeois.

Quelques semaines après l'arrestation de Boujor, la police s'empara de tout un groupe de communistes, parmi lesquels figuraient les camarades Nicolou, Marcovitch, Chaïn, Teodoresco et d'autres camarades assurant le travail clandestin du parti. Plus tard, les autorités mirent la main sur le camarade Alexandre Constantinesco, qui, en dépit de sa condamnation de mort, avait réussi à travailler clandestinement 18 mois en Roumanie.

Nous n'énumérons ici que les communistes les plus en vue, les plus connus des camarades russes. Ces arrestations ont été suivies de rafles parmi les communistes légaux et les membres du parti. Après l'arrestation de Constantinesco, ce fut le tour du camarade Ilesco, secrétaire de la fédération d'Olleni, en Valachie occidentale. Mais ce n'était pas encore assez pour le gouvernement. Celui-ci procéda à la dissolution du centre même du parti en faisant arrêter le secrétaire du comité exécutif du parti, le député Moscovitch, qui avait été chargé de la défense, au prochain congrès du parti, des thèses relatives à l'adhésion à la IIIe Internationale.

Le gouvernement du général Averescu s'intitule lui-même « la dernière réserve de la bourgeoisie ». Son but est d'écraser définitivement le mouvement communiste et socialiste de gauche en Roumanie. Ses méthodes d'action tendent à séparer les ouvriers de leurs leaders communistes. Tout en persécutant impitoyablement les organisations communistes, le gouvernement use en même temps, à l'égard de la classe ouvrière, d'une politique démagogique poussée aux extrêmes limites : c'est ainsi qu'il a légalisé les conseils ouvriers de fabriques et d'usines (les propriétaires sont même tenus de pourvoir à l'entretien de ces conseils), proclamé le Premier Mai fête légale et autorisé les manifestations et la fermeture, ce jour-là, de toutes les fabriques et usines.

Il est à noter qu'après la guerre, une immense vague de grèves déferla sur toute la Roumanie. Le nombre des ouvriers syndicalisés par rapport à celui d'avant la guerre décupla. Cette vague envahit la totalité des entreprises publiques, gouvernementales et privées qui toutes, au moins les plus importantes, furent à plusieurs reprises, touchées par la grève. Devant cette force du mouvement ouvrier, le gouvernement se vit, en 1919, dans la nécessité de renoncer, aux lois draconiennes édictées contre les cheminots et les ouvriers des autres entreprises de l'État, pour qui la grève était considérée comme un crime passible d'un emprisonnement de deux ans.

Mais la politique démagogique du gouvernement n'a que très peu de succès. Les syndicats nationalistes jaunes créés avec le concours du parti libéral, qui y avait englouti des millions, ont fait une faillite complète. La formation des syndicats jaunes a eu pour conséquence de nombreuses grèves suscitées par les syndicats rouges qui ont sommé les administrations des entreprises de l'État, très nombreuses en Roumanie, de ne traiter qu'avec les syndicats rouges. Les dernières nouvelles donnent lieu de croire que le gouvernement a été obligé de céder à cette revendication. Ni la terreur, ni la démagogie ne sauveront la bourgeoisie et les boyards roumains.